
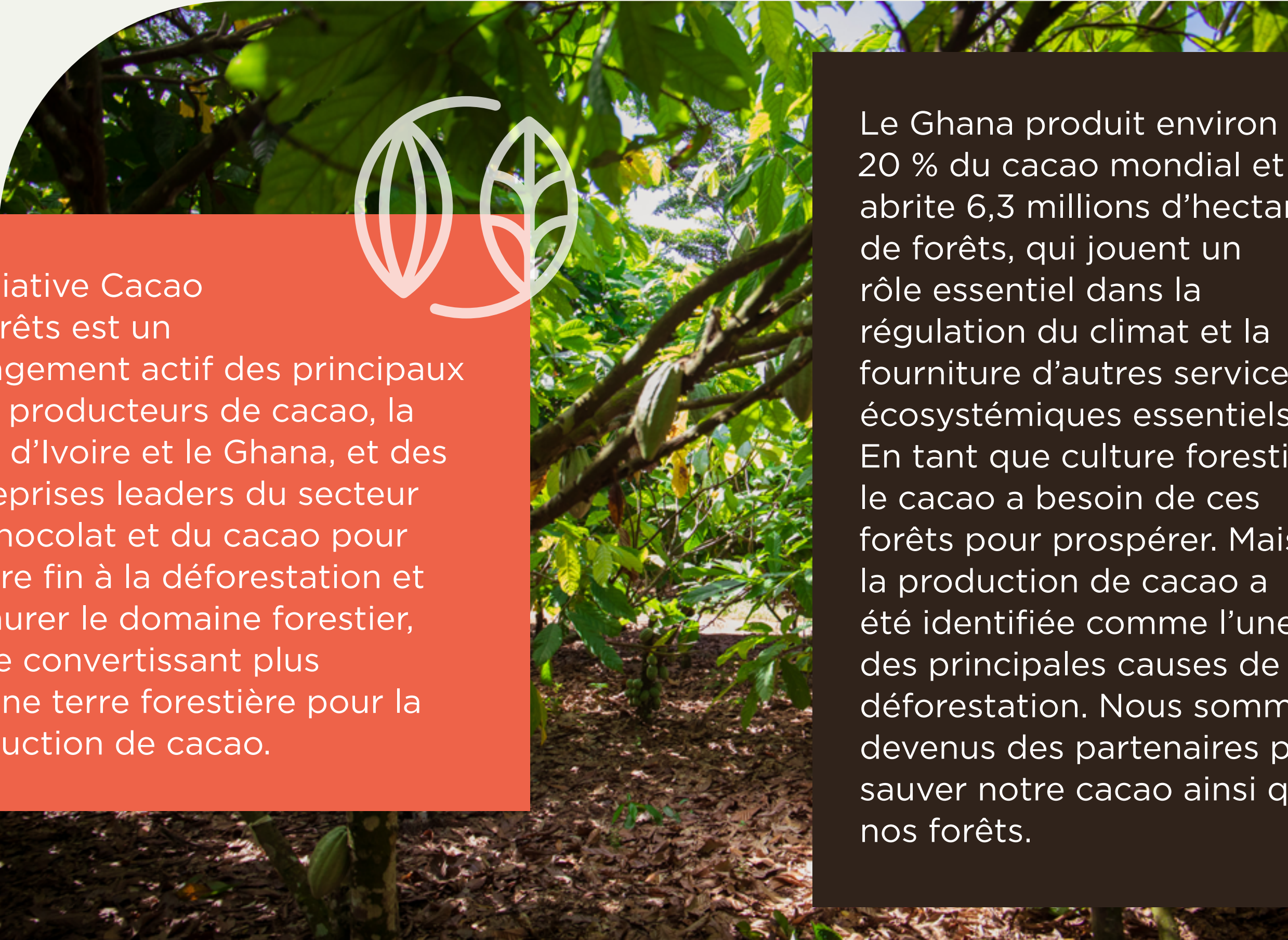




**Initiative
Cacao et
Forêts**

**INITIATIVE CACAO
ET FORÊTS
RAPPORT ANNUEL
GHANA 2019**

Accélérer le changement pour protéger et
restaurer les forêts du Ghana



L'Initiative Cacao et forêts est un engagement actif des principaux pays producteurs de cacao, la Côte d'Ivoire et le Ghana, et des entreprises leaders du secteur du chocolat et du cacao pour mettre fin à la déforestation et restaurer le domaine forestier, en ne convertissant plus aucune terre forestière pour la production de cacao.

Le Ghana produit environ 20 % du cacao mondial et abrite 6,3 millions d'hectares de forêts, qui jouent un rôle essentiel dans la régulation du climat et la fourniture d'autres services écosystémiques essentiels. En tant que culture forestière, le cacao a besoin de ces forêts pour prospérer. Mais la production de cacao a été identifiée comme l'une des principales causes de la déforestation. Nous sommes devenus des partenaires pour sauver notre cacao ainsi que nos forêts.

TABLE DES MATIÈRES

REMARQUES PRÉLIMINAIRES	6
NOTRE HISTOIRE JUSQU'À PRÉSENT	8
Aller plus loin, pour un cacao durable	8
Faciliter le changement, du gouvernement aux producteurs	9
Aller plus loin, pour un cacao durable	12
Faciliter le changement, du gouvernement aux producteurs	13
DES AVANCÉES MAJEURES	15
Une gouvernance solide pour soutenir les avancées de l'initiative	15
Interventions ciblées dans des domaines clés	18
Plans d'action des entreprises	20
Suivi et évaluation	22
CE QUE NOUS AVONS RÉALISÉ EN 2019	24
PROTECTION	27
Prévenir les activités qui causent ou contribuent à la déforestation et à la dégradation des forêts	28
Veiller à ce qu'aucune fève de cacao ne soit produite dans les parcs nationaux et réserves ou ne provienne de ceux-ci	30
Surveillance par satellite	31
PRODUCTION	33
Vers un cacao 100% traçable	34
Donner aux producteurs de cacao les moyens de prospérer	36
INCLUSION	40
Protéger le niveau de vie des communautés dépendantes de la forêt	41
Obtenir le soutien des communautés	42
NOTRE VISION POUR DEMAIN	44
Aller de l'avant, de manière dynamique	44

Avertissement : Le contenu de ce rapport a été recueilli et approuvé par les personnes mentionnées, mais ne représente pas nécessairement les opinions de leurs organisations respectives.



Remarques Préliminaires



**Kwaku Asomah-
Cheremeh**

*Ministre des Terres et des
Ressources Naturelles*

« L'ICF est étroitement liée à l'avenir de la production d'un cacao durable, et offre de grandes opportunités pour la protection et la restauration de nos forêts. Elle repose sur un partenariat multipartite, car il est essentiel que les parties prenantes collaborent étroitement pour atteindre leurs objectifs. Les processus consultatifs se sont bien déroulés jusqu'à présent, avec cependant quelques moments difficiles. Nous pensons toutefois que pour tenir pleinement nos engagements, nous avons besoin de ce partenariat solide.

En 2020, les priorités se concentreront sur le suivi et l'évaluation de l'initiative, la finalisation des sauvegardes sociales et environnementales, le système ghanéen de surveillance de la déforestation, la recatégorisation des forêts et la collaboration renforcée avec le COCOBOD en vue d'une approche commune de la traçabilité du niveau communautaire jusqu'au niveau de la plantation.

L'engagement du gouvernement du Ghana à mettre en œuvre avec succès l'initiative reste fort. Nous nous réjouissons de la mise en place de mesures permettant de réduire davantage le taux de déforestation lié à la production de cacao, d'assurer une production durable et l'inclusion des communautés. »



Notre histoire jusqu'à présent



ALLER PLUS LOIN, POUR UN CACAO DURABLE



Richard Scobey
Président, Fondation Mondiale du Cacao (WCF)

« L'Initiative Cacao et Forêts (ICF) est une collaboration historique entre 35 entreprises du secteur du cacao et du chocolat et les gouvernements du Ghana et de la Côte d'Ivoire pour mettre fin à la déforestation et restaurer les terres dégradées.

Ce partenariat a été motivé par un défi urgent et complexe : sur une période de dix ans, environ 820,000 hectares de forêt ont été défrichés au Ghana, le cacao étant l'un des facteurs de déforestation. Cette situation n'est pas durable. Les forêts jouent un rôle essentiel dans la lutte contre le changement climatique mondial, la régulation du climat local et régional et la fourniture d'autres services environnementaux. Elles sont essentielles à la résilience du secteur du cacao et aux moyens de subsistance locaux.

Notre approche novatrice a consisté à réunir dans un partenariat public-privé toutes les parties prenantes qui peuvent contribuer à la résolution de cette crise. Notre stratégie repose sur trois piliers : premièrement, la protection et la restauration des forêts ; deuxièmement, les moyens de subsistance durables et la production durable de cacao ou « plus de cacao sur moins de terres » ; et troisièmement, le développement communautaire et l'inclusion sociale.

Depuis 2017, nous nous efforçons de définir les engagements, les actions et les objectifs spécifiques des entreprises signataires de l'Initiative Cacao et Forêts, et nous communiquons désormais sur nos

deux premières années de mise en œuvre. Notre rapport montre que les entreprises du secteur du cacao et du chocolat ont réalisé des progrès significatifs, notamment en matière de traçabilité (cartographie des plantations), de systèmes visant à éliminer la déforestation des chaînes d'approvisionnement en cacao, d'agroforesterie cacaoyère et d'engagement communautaire.

Au fur et à mesure que les activités démarrent, nous voulons rester transparents sur ce qui est fait sur le terrain, ce qui fonctionne bien et ce que nous devons améliorer. Par exemple, [l'étude mondiale sur la déforestation de 2019 du World Resources Institute](#) montre que le Ghana a connu le taux de déforestation le plus rapide en 2018. Même si le gouvernement du Ghana estime que les chiffres du rapport sont limités en termes de portée et d'estimations, ces évaluations indépendantes nous permettent de nous concentrer sur l'accélération de l'impact. Ensemble, gardons les yeux rivés sur l'objectif final : mettre fin à la déforestation et restaurer les zones forestières. »



FACILITER LE CHANGEMENT, DU GOUVERNEMENT AUX PRODUCTEURS



Jonas Mva Mva
Directeur, Programme Cacao, IDH

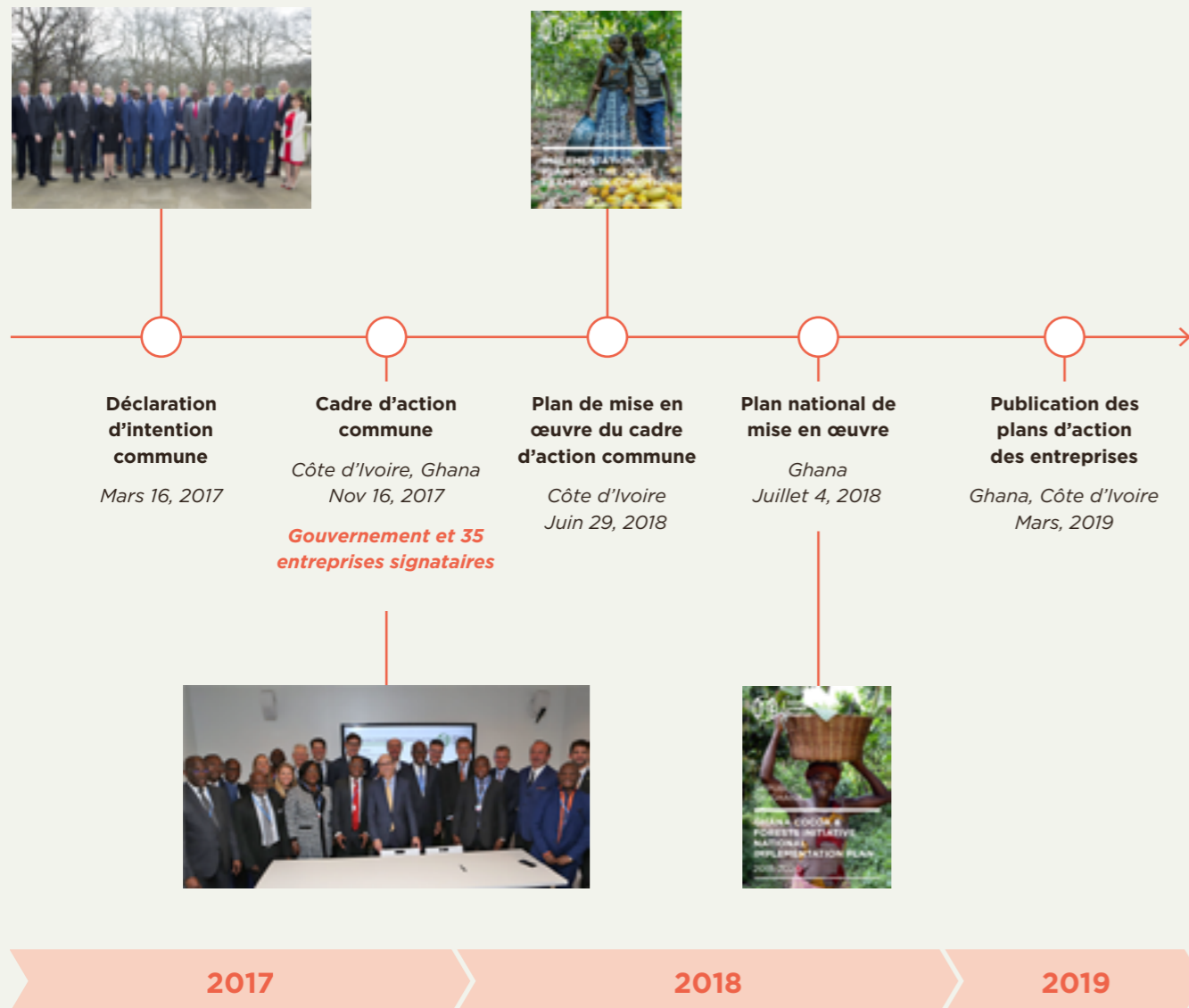
« Le rôle de l'IDH est celui d'un facilitateur de l'ICF, donc en résumé, de veiller à ce que chacun joue son rôle. Après avoir contribué à la formulation des engagements de l'ICF, à l'élaboration des plans de mise en œuvre nationaux et à l'établissement des rôles et responsabilités de chacun, notre tâche consiste maintenant à veiller à ce que tous les signataires, qu'il s'agisse d'entreprises du secteur du cacao ou d'organismes gouvernementaux, respectent leurs engagements. La communication est essentielle à cet égard : elle inclut la coordination de réunions et de discussions régulières et aide à dissiper tout malentendu éventuel. Il s'agit également de s'assurer que les gouvernements signataires s'approprient l'initiative en créant des secrétariats nationaux pour coordonner leurs plans et leurs actions. Ceci est fondamental pour créer un environnement propice au changement, et nous sommes heureux que le gouvernement ghanéen dispose désormais d'un secrétariat doté d'un personnel dédié, qui dirige les progrès de l'ICF.



A titre de réflexion sur les progrès de ces deux dernières années, et en tant que facilitateurs de cette importante initiative, nous souhaitons exprimer notre appréciation sincère pour l'engagement entre le gouvernement et le secteur privé pour continuer à travailler sur la réduction de la déforestation dans la chaîne d'approvisionnement du cacao. Lors du lancement de l'ICF il y a deux ans, nous n'avions pas mesuré l'ampleur de ce travail, mais nous pouvons désormais affirmer que nous avons fait des progrès audacieux en dépit des obstacles. Nous avons encore un long chemin à parcourir. Toutefois, le gouvernement et le secteur privé ont des discussions volontaires, claires et franches, et sont tous d'accord sur le fait de continuer à faire progresser ce processus.

Le moment est venu d'agir. Pour matérialiser les accords en actions concrètes. Pour mettre en place un système simple mais efficace pour évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des engagements de l'ICF et communiquer publiquement sur les réalisations mesurables. Pour que les gouvernements de Côte d'Ivoire et du Ghana prennent pleinement en charge les secrétariats et s'approprient l'ICF. Pour que chacun d'entre nous pense au-delà du cacao et entame des négociations avec d'autres secteurs afin de collaborer à la protection des forêts. Et c'est avec cette vision que j'attends avec impatience la poursuite de notre collaboration pour protéger les forêts ghanéennes, et pour continuer à restaurer les paysages naturels dégradés. »

CALENDRIER DES RÉALISATIONS



Les partenariats public-privé-société civile tels que l'ICF sont essentiels pour réduire la déforestation liée aux produits agricoles et pour construire un avenir forestier positif. Toutefois, la conduite d'une action collective basée sur la confiance et la collaboration pré-concurrentielle prend du temps et exige un soutien continu et la volonté des partenaires de travailler sur un objectif commun. Deux ans après la signature du Cadre d'Action de l'ICF, la Tropical Forest Alliance (TFA) applaudit les progrès réalisés par les partenaires de l'ICF et reconnaît que ce n'est que le début d'un long voyage. En tant que plateforme disposant d'une expérience approfondie en matière de facilitation de partenariats, nous apportons également notre soutien à l'ICF, afin de garantir que ce partenariat s'épanouisse et ait un impact important à long terme.



Partnerships for Forests (P4F) estime qu'une action concertée est essentielle pour relever le défi de la déforestation causée par la production agricole. Nous soutenons des partenariats efficaces entre le secteur privé, le secteur public et les communautés afin de mettre en place les conditions nécessaires permettant à ces partenariats d'avoir un impact. C'est pourquoi nous avons été les premiers à financer l'Initiative Cacao et Forêts depuis sa création.

Justin Adams

Directeur Exécutif, Tropical Forest Alliance (TFA)

Bruce Cabarle

Chef d'Equipe, Partnerships For Forests (P4F)



ALLER PLUS LOIN, POUR UN CACAO DURABLE



Richard Scobey

Président, Fondation
Mondiale du Cacao (WCF)

« L'Initiative Cacao et Forêts (ICF) est une collaboration historique entre 35 entreprises du secteur du cacao et du chocolat et les gouvernements du Ghana et de la Côte d'Ivoire pour mettre fin à la déforestation et restaurer les terres dégradées.

Ce partenariat a été motivé par un défi urgent et complexe : sur une période de dix ans, environ 820,000 hectares de forêt ont été défrichés au Ghana, le cacao étant l'un des facteurs de déforestation. Cette situation n'est pas durable. Les forêts jouent un rôle essentiel dans la lutte contre le changement climatique mondial, la régulation du climat local et régional et la fourniture d'autres services environnementaux. Elles sont essentielles à la résilience du secteur du cacao et aux moyens de subsistance locaux.

Notre approche novatrice a consisté à réunir dans un partenariat public-privé toutes les parties prenantes qui peuvent contribuer à la résolution de cette crise. Notre stratégie repose sur trois piliers : premièrement, la protection et la restauration des forêts ; deuxièmement, les moyens de subsistance durables et la production durable de cacao ou « plus de cacao sur moins de terres » ; et troisièmement, le développement communautaire et l'inclusion sociale.

Depuis 2017, nous nous efforçons de définir les engagements, les actions et les objectifs spécifiques des entreprises signataires de l'Initiative Cacao et Forêts, et nous communiquons désormais sur nos deux premières années de mise en œuvre. Notre rapport montre que les entreprises du secteur du cacao et du chocolat ont réalisé des progrès significatifs, notamment en matière de traçabilité (cartographie des plantations), de systèmes

visant à éliminer la déforestation des chaînes d'approvisionnement en cacao, d'agroforesterie cacaoyère et d'engagement communautaire.

Au fur et à mesure que les activités démarrent, nous voulons rester transparents sur ce qui est fait sur le terrain, ce qui fonctionne bien et ce que nous devons améliorer. Par exemple, [l'étude mondiale sur la déforestation de 2019 du World Resources Institute](#) montre que le Ghana a connu le taux de déforestation le plus rapide en 2018. Même si le gouvernement du Ghana estime que les chiffres du rapport sont limités en termes de portée et d'estimations, ces évaluations indépendantes nous permettent de nous concentrer sur l'accélération de l'impact. Ensemble, gardons les yeux rivés sur l'objectif final : mettre fin à la déforestation et restaurer les zones forestières. »



FACILITER LE CHANGEMENT, DU GOUVERNEMENT AUX PRODUCTEURS



Jonas Mva Mva

Directeur, Programme Cacao,
IDH

« Le rôle de l'IDH est celui d'un facilitateur de l'ICF, donc en résumé, de veiller à ce que chacun joue son rôle. Après avoir contribué à la formulation des engagements de l'ICF, à l'élaboration des plans de mise en œuvre nationaux et à l'établissement des rôles et responsabilités de chacun, notre tâche consiste maintenant à veiller à ce que tous les signataires, qu'il s'agisse d'entreprises du secteur du cacao ou d'organismes gouvernementaux, respectent leurs engagements. La communication est essentielle à cet égard : elle inclut la coordination de réunions et de discussions régulières et aide à dissiper tout malentendu éventuel. Il s'agit également de s'assurer que les gouvernements signataires s'approprient l'initiative en créant des secrétariats nationaux pour coordonner leurs plans et leurs actions. Ceci est fondamental pour créer un environnement propice au changement, et nous sommes heureux que le gouvernement ghanéen dispose désormais d'un secrétariat doté d'un personnel dédié, qui dirige les progrès de l'ICF.



A titre de réflexion sur les progrès de ces deux dernières années, et en tant que facilitateurs de cette importante initiative, nous souhaitons exprimer notre appréciation sincère pour l'engagement entre le gouvernement et le secteur privé pour continuer à travailler sur la réduction de la déforestation dans la chaîne d'approvisionnement du cacao. Lors du lancement de l'ICF il y a deux ans, nous n'avions pas mesuré l'ampleur de ce travail, mais nous pouvons désormais affirmer que nous avons fait des progrès audacieux en dépit des obstacles. Nous avons encore un long chemin à parcourir. Toutefois, le gouvernement et le secteur privé ont des discussions volontaires, claires et franches, et sont tous d'accord sur le fait de continuer à faire progresser ce processus.

Le moment est venu d'agir. Pour matérialiser les accords en actions concrètes. Pour mettre en place un système simple mais efficace pour évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des engagements de l'ICF et communiquer publiquement sur les réalisations mesurables. Pour que les gouvernements de Côte d'Ivoire et du Ghana prennent pleinement en charge les secrétariats et s'approprient l'ICF. Pour que chacun d'entre nous pense au-delà du cacao et entame des négociations avec d'autres secteurs afin de collaborer à la protection des forêts. Et c'est avec cette vision que j'attends avec impatience la poursuite de notre collaboration pour protéger les forêts ghanéennes, et pour continuer à restaurer les paysages naturels dégradés. »



Des avancées majeures

UNE GOUVERNANCE SOLIDE POUR SOUTENIR LES AVANCÉES DE L'INITIATIVE



Musah Abu-Juam

Directeur Technique Forêts,
Ministère des Terres et des
Ressources Naturelles

« Il y a deux ans, le Ghana et la Côte d'Ivoire, ainsi qu'à l'époque 12 entreprises, ont signé un engagement pour mettre fin à la déforestation causée par notre principale culture de rente, le cacao. Nous l'avons appelé l'Initiative Cacao et Forêts (ICF).

La plus grande partie de la première année a été consacrée à la mise en place de l'initiative, et en particulier d'une structure de gouvernance pour nous permettre de mettre en œuvre l'ICF. Au sommet de cette structure se trouve ce que nous appelons le Comité de Pilotage, composé de 8 des 35 entreprises signataires, de trois ministères - Environnement, Agriculture et Terres et Ressources Naturelles - et des directeurs généraux de la Commission des Forêts et du Ghana Cocoa Board (COCOBOD), ainsi que des industries du secteur du cacao.

La tâche de ce Comité est d'examiner les progrès de notre mise en œuvre. Lors de la dernière réunion de 2018, nous avons approuvé le plan national de mise en œuvre du gouvernement ici au Ghana et avons créé un secrétariat au Ministère des Terres et des Ressources Naturelles (MLNR) pour commencer la mise en œuvre. Nous disposons également d'un Comité Directeur qui regroupe les représentants de tous nos partenaires, notamment de la société civile, des représentants des entreprises, ainsi que des représentants institutionnels du MLNR, de la Commission des Forêts et du COCOBOD.



NOTRE ENGAGEMENT

Adopter une responsabilité partagée pour la mise en œuvre des actions du cadre d'action commune de l'ICF, y compris un engagement continu au sein d'un processus multipartite.

OBJECTIF ATTEINT EN 2019

- Une gouvernance pleinement opérationnelle, avec 6 task-forces qui dirigent le travail technique et un groupe de travail technique, soutenu par un Comité Directeur et un Comité de Pilotage, ainsi qu'un secrétariat au sein du Ministère des Terres et des Ressources Naturelles (MLNR) et une équipe de coordination.

À L'ORDRE DU JOUR POUR 2020

- Renforcer et accélérer la collaboration intergouvernementale et internationale et le partage des connaissances.
- Mobiliser un financement à long terme.
- Partager les plans annuels des groupes de travail pour 2020 avec le Comité de Pilotage après approbation du Comité Directeur en février.





LA GOUVERNANCE DE L'ICF AU GHANA

STRUCTURE

- Comité de Pilotage
- Comité Directeur
- 1 groupe de travail technique
- 6 task-forces
- Secrétariat et équipe de coordination

PRÉSIDENT

Gouvernement du Ghana

FACILITATEURS

IDH, the Sustainable Trade Initiative et la Fondation Mondiale du Cacao (WCF)

LEVIERS D'ACTION

Les engagements de haut niveau de l'ICF ont été transformés en un plan national de mise en œuvre en 2018

LES EXÉCUTANTS

Plus de 55 organisations, dont des entreprises et des organisations de la société civile, participent à l'élaboration et à la mise en œuvre conjointe du plan national de mise en œuvre de l'ICF

LES SIGNATAIRES DE L'ICF AU GHANA

Barry Callebaut • Cargill Cacao et chocolat
• Chocolats Halba • Cocomact • Cococo
Chocolatiers • ECOM Group • Fazer • Ferrero
• General Mills Inc. • Godiva Chocolatier Inc. •
Guittard Chocolate Company • The Hershey
Company • Indcresa • Kuapa Kokoo • Lindt
& Sprüngli Group • Marks & Spencer Food
• Mars Wrigley • Meiji Co. Ltd. • Mondelēz
• Nestlé • Olam Cocoa • PBC Limited •
Sainsbury's • Sucden • Tesco • Toms Group
• Touton, Valrhona • J.H. Whittaker & Sons

Nous avons ensuite mis en place un groupe de travail technique et six (6) task-forces pour développer les plans de travail techniques : cartographie, traçabilité, agroforesterie, Suivi & Evaluation, collecte de fonds et sauvegardes. Ces task-forces sont soutenues par une équipe de coordination qui travaille en parallèle pour mettre en œuvre les plans de travail, après examen par le Comité Directeur et approbation par le Comité de Pilotage.

En novembre 2019, nous nous sommes à nouveau réunis pour examiner les progrès réalisés au cours de l'année et avons obtenu des recommandations de la part des dirigeants des secteurs public et privé du Comité de Pilotage.

Ce fut une discussion très serrée, transparente et terre à terre. Nous avons bien sûr eut quelques tensions, mais de réels progrès sont en cours et se poursuivront. Nous sommes fiers de présenter ici ces réalisations et nos projets d'avenir, afin que tout le monde puisse en prendre connaissance. Il s'agit de réduire la déforestation et de s'attaquer en particulier à la déforestation et à la dégradation des forêts due au cacao. Et pour cela, il est essentiel de poursuivre notre approche inclusive et collaborative. Travailler ensemble pour mobiliser un financement durable afin de progresser davantage dans la réalisation de nos engagements, notamment dans les domaines clés de la surveillance par satellite et de la recatégorisation des forêts. Renforcer notre partage des connaissances avec la Côte d'Ivoire et impliquer davantage les communautés pour améliorer les moyens de subsistance, ainsi que garantir un engagement total dans la protection des forêts et aborder des questions cruciales telles que le suivi de l'empreinte carbone et de la biodiversité.

Nous sommes maintenant prêts à entrer dans une deuxième phase de l'ICF, passant d'une préparation essentielle à une mise en œuvre désormais critique. Au moment où nous effectuons cette transition, je tiens à vous remercier tous, en tant que lecteurs de ce rapport, de vous intéresser aux engagements pris par l'ICF et je vous invite à continuer à nous mettre au défi et à nous pousser à faire mieux. »



Notre bien-être en tant que peuple est intrinsèquement lié au bien-être de notre environnement. Un environnement sain signifie un peuple en bonne santé et un environnement appauvri signifie un peuple appauvri. Cela implique que toute dégradation ou toute activité ayant un impact négatif sur l'environnement pourrait conduire à nous appauvrir. En tant que Directrice Générale du Ministère de l'Environnement, des Sciences, des Technologies et de l'Innovation (MESTI), le ministère chargé de la surveillance des questions environnementales, je considère que l'objectif de l'ICF de lutter contre la déforestation est essentiel à la survie de notre peuple.

Levina Owusu

Directrice Générale, Ministère de l'Environnement, des Sciences, des Technologies et de l'Innovation (MESTI)

Afin de transformer le secteur du cacao, nous avons besoin d'un meilleur environnement propice aux réformes, ainsi que d'investissements efficaces. Avant tout, nous devons reconnaître que bon nombre des problèmes sous-jacents du secteur sont de nature politique et même sociétale et nécessitent une action spécifiquement ciblée. Pour relever ces défis politiques et sociétaux sous-jacents, il faut une volonté de s'attaquer à ces problèmes et de délibérer dans le cadre d'un processus de dialogue multipartite inclusif - un objectif que l'ICF n'a en revanche pas encore atteint.

Henk Hoefsloot

Coordinateur Programme, Tropenbos International



INTERVENTIONS CIBLÉES DANS DES DOMAINES CLÉS



Musah Abu-Juam

Directeur Technique -
Forêts, Ministère des
Terres et des Ressources
Naturelles

« Les efforts de l'ICF pour lutter contre la déforestation liée au cacao au Ghana se concentrent sur six zones d'intervention prioritaires dans la zone forestière. Au cours de l'année 2019, nous avons commandé un inventaire des initiatives existantes dans ces zones prioritaires, dans le but de créer une synergie entre les activités existantes et de déclencher une collaboration plus poussée. Fin novembre, nous avons eu le plaisir de partager un rapport sur les travaux en cours avec les principales parties prenantes, ce qui a permis de faire un premier tour d'horizon des programmes existants, et de démontrer que les entreprises avaient tendance à adopter des approches territoriales pour s'attaquer aux problèmes clés, et à s'aligner sur le Programme REDD+ Forêt et Cacao du Ghana, qui a été lancé en octobre 2019.

Plusieurs programmes menés par le gouvernement jouent également un rôle important dans la création de projets supplémentaires sur le terrain. Le gouvernement reconnaît la contribution de l'ICF à ces projets. Des protocoles d'accord standard entre les acteurs du territoire ont par ailleurs été élaborés et une méthodologie de mise en œuvre est en cours d'affinement.

Bien que les résultats définitifs de l'étude d'inventaire restent à vérifier, le gouvernement, les entreprises et la société civile commencent déjà à étudier les besoins en projets additionnels et à s'orienter vers des partenariats pour y répondre. »



NOTRE ENGAGEMENT

Mettre en œuvre les actions convenues dans le cadre d'une approche plus large au niveau du territoire, en conformité avec les stratégies et plans nationaux pertinents.

OBJECTIF ATTEINT EN 2019

- Premiers résultats de l'inventaire des initiatives existantes dans les 6 zones d'intervention prioritaires, rédigé par le secrétariat de l'ICF

À L'ORDRE DU JOUR POUR 2020

- Synergie des efforts et coordination des plans pour une action rationalisée dans les zones d'intervention prioritaires



L'INITIATIVE CACAO ET FORÊTS AU GHANA



- 1 Ahafo Ano Sud / Atwima Mponua / Atwima Nwabiagya (région Ashanti)
- 2 Asunafo / Asutifi (région d'Ahafo)
- 3 Atiwa / Denkyembour / Est Akim (région de l'Est)
- 4 Bibiani / Anwiaso / Sefwi Wiawso (région du Nord-Ouest)
- 5 Juabeso Bia (région du Nord-Ouest)
- 6 Kakum (région centrale)



En tant qu'entreprise, nous essayons vraiment de promouvoir l'approche territoriale. Nous avons mis en place un partenariat très réussi avec la Commission des Forêts, le COCOBOD et la Rainforest Alliance autour du territoire de la rivière Sui, qui est une plateforme multipartite de plus de 200 communautés couvrant quelque 125 000 ha. Nous avons réussi à mettre en place un conseil de gestion du territoire qui permet de former plus de 10 000 agriculteurs à l'agriculture climatique-intelligente, de promouvoir l'agroforesterie et l'enregistrement des arbres.

Andrew Brooks

Responsable Durabilité
Cacao Afrique, Olam



PLANS D'ACTION DES ENTREPRISES



Ethan Budiansky

Directeur de
l'Environnement, Fondation
Mondiale du Cacao (WCF)

« En 2019, nous avons franchi une étape importante dans la lutte contre la déforestation liée au cacao au Ghana. Toutes les entreprises de l'Initiative Cacao et Forêts ont publié leur premiers plans d'action qui précisent les principaux investissements qu'elles réaliseront au cours des cinq prochaines années pour respecter leurs engagements en matière de lutte contre la déforestation.

Par exemple, pour s'assurer que le cacao ne provient pas de zones déboisées ou ne provoque pas de déforestation, l'industrie s'est engagée à assurer une traçabilité totale. Les entreprises se concentrent également sur la restauration du couvert forestier, notamment en s'engageant à développer plus de 150 000 ha d'agroforesterie de cacao cultivée sous ombrage. Les entreprises du secteur du cacao et du chocolat travaillent avec les producteurs pour qu'ils deviennent propriétaires des arbres de leurs plantations. Cela les incite à protéger et à planter des arbres. Avec l'adoption de nouvelles politiques forestières nationales, les entreprises aideront les producteurs à enregistrer 1,7 million d'arbres.

Les entreprises s'engagent également à former près de 380 000 agriculteurs aux bonnes pratiques agricoles, en mettant l'accent sur la culture de plus de cacao sur moins de terres. En outre, les entreprises encouragent les activités génératrices de revenus en soutenant 100 000 agriculteurs formés à la diversification au niveau de la plantation. Afin d'accroître leur résistance au changement climatique, elles forment plus de 300 000 agriculteurs aux meilleures pratiques de culture du cacao respectueuses du climat. La WCF a mis au point un programme de formation spécifique dans le cadre du [programme Climate Smart Cocoa](#). Et enfin, pour assurer une plus grande inclusivité, les entreprises encouragent les stratégies de gestion communautaire.

En 2020, le [rapport du secteur privé](#) rend compte des progrès accomplis dans la réalisation de ces objectifs. »



NOTRE ENGAGEMENT

Mettre en œuvre des actions vérifiables et des objectifs assortis de délais précis. Les entreprises signataires préparent des plans d'action individuels qui sont rendus publics

OBJECTIF ATTEINT EN 2019

- 29 entreprises signataires au Ghana.
- Les entreprises signataires ont publié leurs premiers plans d'action à la fin du mois de mars 2019

À L'ORDRE DU JOUR POUR 2020

- Les plans seront complétés par des stratégies supplémentaires pour les réserves forestières lorsque la classification et les directives opérationnelles seront mises à jour
- Rapports annuels sur l'état d'avancement prévus pour mars 2020

PRINCIPALES COMPOSANTES DES PLANS D'ACTION DES ENTREPRISES

- Améliorer la traçabilité du cacao depuis la plantation jusqu'au premier point d'achat en mettant l'accent sur la cartographie des plantations ;
- Mettre en place des systèmes pour garantir qu'aucune fève de cacao ne provient de zones protégées ;
- Effectuer des évaluations de risques de déforestation dans les zones d'approvisionnement en cacao ;
- Promouvoir l'agroforesterie du cacao comme moteur de la restauration et de la protection des forêts ;
- Aider les agriculteurs à enregistrer les arbres sur leur plantation et à obtenir des garanties sur leur droit foncier ;
- Investir dans l'intensification agricole durable pour cultiver plus de cacao sur moins de terres, par exemple en formant les agriculteurs aux bonnes pratiques agricoles, à la nutrition des cultures et à la fertilité des sols ;
- Promouvoir des moyens de subsistance durables et la diversification des revenus des producteurs de cacao ;
- Promouvoir l'inclusion financière pour améliorer l'accès des agriculteurs aux fonds de roulement et d'investissement ;
- Intensifier le travail avec les communautés pour protéger et restaurer les forêts dégradées, en mettant l'accent sur les femmes et les jeunes.



Depuis que nous avons rejoint l'ICF, nous avons été impressionnés par l'expertise que cette collaboration apporte aux questions liées à la protection des forêts. Nos efforts en matière de traçabilité et de cartographie des exploitations agricoles ont pris une toute nouvelle importance pour nous. Nous sommes particulièrement intéressés par les avantages potentiels de l'approche territoriale - c'est pourquoi Sucden est un partisan du programme territorial Asunafo-Asutify au Ghana. Nous sommes impatients de mieux comprendre comment cette approche géographique plus large peut aider les agriculteurs et les communautés à protéger leur environnement forestier et à restaurer les zones qui ont subi des pertes forestières.

Paul Davis

Chef du Département Cacao, Sucden

Notre plus grande réussite est de rassembler toutes les entreprises et d'agir comme une seule industrie derrière un objectif commun. C'est extrêmement puissant ; cela n'a jamais été fait dans l'industrie auparavant, et le mérite revient à tous ceux qui sont autour de la table.

Pablo Perversi

Directeur Innovation, Durabilité et Qualité ;
Chef Global Gastronomie, Barry Callebaut



SUIVI ET ÉVALUATION



Roselyn Fosuah Adjei

Directrice, Changement climatique, Secrétariat REDD+

« Dans le cadre des actions menées au niveau national pour créer des synergies entre le processus REDD+ du Ghana et l'ICF, le Secrétariat National REDD+ de la Commission des Forêts a reçu une demande de collaboration pour coordonner le développement du cadre de suivi et d'évaluation de l'ICF, dans l'optique d'un alignement avec les indicateurs de performance REDD+, étant donné que les deux processus visent les mêmes produits agricoles, les mêmes parties prenantes et les mêmes territoires.

L'objectif est de maximiser le potentiel de mise en œuvre de la REDD+ au niveau national en tant que "véhicule utile" pour répondre aux besoins des multiples parties prenantes et aider à la réalisation d'engagements internationaux tels que l'ICF. Ainsi la Commission des Forêts et d'autres parties prenantes telles que le Ghana Cocoa Board, IDH, la WCF ainsi que des entreprises signataires qui participent au groupe de travail de suivi et d'évaluation de l'ICF, travaillent d'arrache-pied pour lancer le cadre national de suivi et d'évaluation de l'ICF. Ce cadre s'appuie sur le processus REDD+ et s'aligne sur celui-ci afin d'éviter toute duplication des efforts, d'assurer une utilisation judicieuse des ressources humaines et des autres ressources en capital et de rationaliser le reporting tant au niveau national qu'international. »



NOTRE ENGAGEMENT

Contrôler efficacement les progrès de l'ICF et en rendre compte

OBJECTIF ATTEINT EN 2019

- Projet de cadre de suivi et d'évaluation (S&E) élaboré par le groupe de travail sur le S&E
- Un consultant indépendant a été engagé pour affiner et garantir la robustesse et l'alignement avec le cadre de S&E de REDD+

À L'ORDRE DU JOUR POUR 2020

- Le Comité de Pilotage travaillera directement avec le groupe de travail pour examiner et approuver le cadre de S&E et le suivi par satellite
- Les cadres de S&E doivent être finalisés et partagés avec le Comité de Pilotage pour validation d'ici la première réunion 2020 de ce comité
- Tous les signataires de l'ICF doivent rendre public un rapport annuel sur les progrès et les résultats des actions menées pour respecter leurs engagements



Mercy Serwah Owusu Ansa

Directeur, Tropenbos Ghana

« Un cadre de suivi et d'évaluation solide et efficace qui nous permet de mesurer et de communiquer sur les avancées au niveau national et au niveau des territoires est essentiel pour le succès de l'ICF. Le suivi du progrès réalisé par les signataires pour réaliser leurs engagements garantit que l'ICF reste non seulement transparent, mais aussi responsable. En outre, cette nécessité éthique a un avantage pratique : en partageant nos connaissances, nous pouvons mieux orienter nos actions et apporter des corrections de mi-parcours afin d'atteindre nos objectifs de manière plus efficace et plus efficiente.

Nous devons ensuite nous assurer que nous mesurons des indicateurs solides. Comme l'a fait remarquer Levina Owusu, directrice en chef du MESTI, nos rapports actuels doivent vraiment être approfondis pour ne pas donner une image trop rose de nos progrès. Il ne suffit pas de signaler, par exemple, que 40 000 arbres ont été distribués ; il serait bien mieux de suivre combien de ces arbres ont été plantés et ont survécu après un an.

Pour honorer l'engagement de l'ICF à fournir un suivi et des rapports précis, nous avons mis en place un groupe de travail de suivi et d'évaluation afin de développer un processus transparent et crédible en accord avec le système national de suivi des forêts existant au Ghana. Au cours de l'année, le groupe de travail aura élaboré un cadre qui permettra de suivre les progrès réalisés par rapport aux engagements de l'ICF. Ce cadre est actuellement affiné par un consultant indépendant et sera géré par le Secrétariat REDD+ qui veillera également à ce qu'il soit aligné avec son propre cadre.

Une fois le cadre de S&E approuvé en mars 2020, tous les signataires de l'ICF rendront compte chaque année des progrès et des résultats des actions entreprises pour respecter leurs engagements, en rendant les résultats publics. »



Nous avons besoin de délais précis, d'objectifs clairs et d'un système de suivi et d'évaluation clair, transparent et public, afin de pouvoir communiquer à intervalles réguliers sur ce qui a été réalisé, ce qui doit être renforcé et ce qui n'a pas pu être réalisé comme promis. Des délais clairs. Des objectifs clairs. Et l'inclusion des communautés. Ces éléments sont essentiels dans ce processus si nous ne voulons pas que l'ICF perde son élan.

Amourlaye Toure

Représentant Mighty Earth, Ghana et Côte d'Ivoire



Ce que nous avons réalisé en 2019



Dr Emmanuel Agyemang Dwomoh

Directeur Général Adjoint,
COCOBOD

« Alors que nous commémorons le deuxième anniversaire de la signature du cadre d'action commun de l'ICF, il est important d'examiner le chemin parcouru et les futures activités de mise en œuvre afin d'assurer le succès de l'initiative.

Comme nous le savons, le cacao ne peut pas prospérer sans forêts, et le cacao est devenu une partie intégrante du paysage forestier. Pourtant, les estimations suggèrent que les forêts s'épuisent à un rythme de 3,2 % par an. Nous sommes à un point critique pour lequel une action urgente est nécessaire afin de protéger la relation symbiotique entre les forêts et le cacao.

La plateforme de l'ICF montre clairement comment les parties prenantes, qu'elles soient publiques, privées ou de la société civile, peuvent travailler ensemble pour un secteur du cacao durable qui accroît les opportunités économiques pour nos agriculteurs et leurs communautés sans compromettre l'intégrité de nos forêts. Il s'agit donc de se focaliser sur notre système de cacao-culture, pour la restauration de nos forêts.

À cet égard, le COCOBOD, en tant que régulateur du secteur ghanéen du cacao, met en œuvre un certain nombre de programmes visant à garantir un environnement futur durable pour la production de cacao et à aider les autres signataires de l'ICF à respecter leurs engagements. Le Cadre d'Action Commune de l'ICF définit ces engagements, vérifications, actions et objectifs assortis de délais précis pour une chaîne d'approvisionnement en cacao sans déforestation, qui protège la forêt au Ghana, en se focalisant sur trois thèmes clés : la protection et la restauration des forêts, la production durable et les moyens de subsistance des agriculteurs, et l'engagement communautaire et l'inclusion sociale. Et c'est dans ce contexte que nous mesurons nos progrès en 2019. »





Protection



Kofi Afari

Administrateur, Secrétariat de l'ICF, Ministère des Terres et des Ressources Naturelles

« En tant que signataires de l'ICF, nous sommes tous engagés à interdire et à prévenir les activités dans le secteur du cacao qui causent ou contribuent à toute nouvelle déforestation ou dégradation des forêts. Cela signifie, d'une part, qu'aucune production ni aucun approvisionnement en cacao ne doit être effectué dans les parcs nationaux, les sanctuaires de la faune et les réserves de ressources naturelles et, d'autre part, qu'il faut empêcher toute nouvelle conversion de terres forestières à des fins de production agricole.

Le Ministère des Terres et des Ressources Naturelles a été mandaté pour mettre en œuvre tous les projets liés aux forêts dans le pays, et entres autres l'Initiative Cacao et Forêts ainsi que le Programme d'Investissement Forestier du Ghana, qui visent à réduire les facteurs sous-jacents de la déforestation et à faciliter le changement en mobilisant des ressources additionnelles.

Cela a impliqué un certain nombre d'initiatives, notamment les « zones de gestion des ressources communautaires » (CREMA), au travers desquels des membres de communautés villageoises se réunissent et se consacrent à la protection des forêts et au signalement de toute activité illégale auprès d'institutions mandatées. Les CREMA se consacrent également à la mise en œuvre de programmes de moyens de subsistance alternatifs qui découragent l'empiètement sur les forêts en donnant aux communautés de nouvelles activités génératrices de revenus.



Une autre initiative majeure est la réforme de la politique gouvernementale sur la propriété de l'arbre et le partage des bénéfices. Cette réforme garantit que les personnes qui cultivent des arbres peuvent s'inscrire comme propriétaires et en bénéficier en intégralité. Alors que nous nous apprêtons à finaliser cette réforme législative, l'ICF peut vraiment aider au processus en sensibilisant les populations, en les encourageant et en leur permettant de planter et de faire pousser davantage d'arbres, et en enregistrant et en protégeant les arbres poussant naturellement sur leurs terres.

Mais je pense que la plus grande réussite de l'ICF est d'avoir réussi à réunir tout le monde autour de la table et de nous avoir fait collaborer. L'ICF est l'une des rares, sinon la seule, initiative qui a réussi à réunir le secteur privé, le gouvernement et les ONG au nom de la sauvegarde des forêts. Pour la première fois, le gouvernement et le secteur privé sont prêts à travailler ensemble pour atteindre une cause commune. L'ICF a donc réuni ces entités et nous travaillons ensemble pour rationaliser nos ressources afin de protéger et de restaurer nos forêts. »

PRÉVENIR LES ACTIVITÉS QUI CAUSENT OU CONTRIBUENT À LA DÉFORESTATION ET À LA DÉGRADATION DES FORÊTS

Règlementation du droit foncier et sur la propriété de l'arbre



Musah Abu-Juam

Directeur Technique Forêts,
Ministère des Terres et des
Ressources Naturelles

« La participation des producteurs de cacao à la gestion et à la protection des ressources forestières et arboricoles du Ghana est essentielle dans tout programme visant à conserver et à restaurer le paysage naturel. Ainsi, sous la direction du Ministère des Terres et des Ressources Naturelles, nous mettons en place un système qui donne aux producteurs la propriété pleine des arbres forestiers poussant naturellement sur leur plantation, ainsi que des 20 nouveaux arbres par hectare que nous les encourageons à planter. Ils peuvent par la suite enregistrer les arbres à leur nom, afin d'en tirer 100 % des bénéfices et de contrôler entièrement la manière dont ils sont gérés.

C'est beaucoup plus facile avec des arbres plantés, car on sait clairement qui les a plantés, les a enregistrés et en est le propriétaire. Les entreprises du secteur privé soutiennent les agriculteurs dans cette démarche. Nous devons en revanche nous mettre d'accord sur le processus pour les arbres poussant naturellement sur les terres agricoles. Cette politique a fait l'objet de nombreuses consultations avec les producteurs, le secteur privé et les organisations de la société civile. Et c'est grâce à l'ICF que nous pouvons voir toutes ces parties prenantes dialoguer. Nous avons maintenant finalisé la consultation avec les entreprises du secteur du bois. Parmi les avantages que les agriculteurs sont censés recevoir figure ce que nous appelons l'outil de gestion du bois, et nous avons dû nous mettre d'accord sur le montant de la redevance et sa provenance.

Nous allons maintenant mettre les choses en place, d'abord par des réglementations administratives pour tester les solutions, avant de légiférer. Et nous nous réjouissons du soutien continu de l'ICF en termes de fourniture de plants aux agriculteurs et de soutien financier et administratif pour l'enregistrement des arbres. »



NOTRE ENGAGEMENT

Réformes des régimes fonciers et de propriété de l'arbre et accord de partage des bénéfices pour inciter les propriétaires et les utilisateurs des terres à conserver les arbres poussant naturellement en dehors des réserves forestières et sur les terres agricoles

OBJECTIF ATTEINT EN 2019

- Des réglementations ont été élaborées pour donner aux agriculteurs la propriété des arbres plantés et des arbres poussant naturellement sur leurs terres, qu'ils auront la responsabilité d'enregistrer.
- Réformes politiques sur la propriété des arbres et le partage des bénéfices en cours d'élaboration.
- Le processus d'enregistrement des arbres est en cours de révision.
- Au cours des deux dernières années, 105 400 arbres ont été enregistrés et 8 800 producteurs ont obtenu leurs titres de propriété grâce au soutien des entreprises signataires.

À L'ORDRE DU JOUR POUR 2020

- Finaliser la politique sur la propriété des arbres et le partage des bénéfices.
- Finaliser le processus d'enregistrement des arbres.
- Résoudre les litiges concernant les exploitations agricoles admises dans les réserves forestières.
- Intensifier l'enregistrement des arbres poussant sur les plantations de cacao.



Nous avons également testé une approche innovante pour enregistrer les arbres via une application, afin de donner aux agriculteurs du Ghana la propriété des arbres. Ce n'est pas facile, cela prend du temps et, pour l'instant, ce processus est assez coûteux. Mais nous avons réussi à enregistrer 38 124 arbres au Ghana jusqu'à présent. Nous espérons continuer à étendre ce projet et à le déployer dans d'autres districts producteurs de cacao, mais pour ce faire, une collaboration et des investissements importants seront nécessaires de la part de toutes les parties prenantes.

Cedric Van Cutsem

Directeur Associé de Cocoa Life
Operations, Mondelez International



VEILLER À CE QU'AUCUNE FÈVE DE CACAO NE SOIT PRODUITE DANS LES PARCS NATIONAUX ET RÉSERVES OU NE PROVIENNE DE CEUX-CI

Cartes mises à jour et catégorisation des réserves forestières



Joseph Osiakwan

Directeur de la Planification et Coordinateur des Politiques, Ministère des Terres et des Ressources Naturelles

« Les cartes actualisées de la couverture forestière et de l'utilisation des terres sont des sources de données essentielles pour garantir qu'aucune fève de cacao au Ghana n'est produite dans des zones forestières protégées et donc ne provient de ces zones. Cependant, nous avons au Ghana une exception : les exploitations agricoles admises. Il s'agit d'exploitations qui étaient en activité dans une réserve forestière avant que cette zone ne soit inscrite au journal officiel.

En recueillant des données socio-économiques auprès des agriculteurs, du secteur privé et du COCOBOD, la branche technique de la Commission des Forêts enregistrera les coordonnées GPS de toutes les exploitations agricoles admises dans les réserves forestières. S'il y a une contestation des limites des exploitations, elles seront résolues, et les cartes de ces exploitations seront alors rendues publiques.

Parallèlement, pour aider les entreprises signataires dans leur cheminement vers une chaîne d'approvisionnement sans déforestation et, en particulier, dans l'affinement de leurs plans d'action de l'ICF, la Commission des Forêts a fourni des cartes d'utilisation des terres définissant les limites des différentes catégories de forêts et fournira bientôt les limites des exploitations agricoles admises.

Toutefois, les travaux sur les différents niveaux de classification des réserves forestières sont toujours en cours. Ils ont été retardés par manque de financement. Les limites des exploitations admises doivent encore être vérifiées sur le terrain, afin de s'assurer que les producteurs de cacao ne sont pas exclus à tort. La prochaine étape consistera à assurer le financement de l'organe compétent de la Commission des Forêts pour mener à bien cette tâche. Cela nous rapprochera de l'objectif d'une chaîne d'approvisionnement en cacao sans déforestation. »



NOTRE ENGAGEMENT

Mise à jour des cartes du couvert forestier et de l'utilisation des terres et élaboration de lignes directrices opérationnelles pour les réserves forestières

OBJECTIF ATTEINT EN 2019

- Les limites des zones protégées et les cartes les plus récentes d'utilisation des terres ont été communiquées aux entreprises en juillet 2019

À L'ORDRE DU JOUR POUR 2020

- La Commission des Forêts et le Ministère des Terres et des Ressources Naturelles s'aligneront sur les objectifs et les délais de recatégorisation des réserves forestières

SURVEILLANCE PAR SATELLITE



NOTRE ENGAGEMENT

Adoption d'un système transparent de surveillance et d'alerte par satellite qui sera mis à la disposition de toutes les parties prenantes pour suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs relatifs à la déforestation

OBJECTIF ATTEINT EN 2019

- Atelier national pour la cartographie et la surveillance par satellite en février 2019
- L'évaluation des systèmes existants de surveillance par satellite et de plateformes de surveillance est terminée
- Recommandations pour un système national de surveillance des forêts en cours de discussion

À L'ORDRE DU JOUR POUR 2020

- Le processus doit être aligné sur le programme REDD+ d'ici la fin avril
- Système de surveillance par satellite à sélectionner rapidement



Mohammed Yakubu

Chef de la Task-Force "Cartographie", Commission des Forêts

« Pour stopper la déforestation, nous devons savoir précisément où et quand elle se produit. Nous avons besoin des données les plus récentes, au moment le plus opportun, pour prendre les mesures les plus efficaces - et la télédétection est un outil essentiel qui nous permettra de réagir de manière dynamique, en temps réel. Actuellement, au Ghana, il existe plusieurs systèmes de surveillance par satellite mis en place par des entités publiques ou privées, mais aucun ne comprend d'alerte à la déforestation, de validation indépendante, et ne peut être mis à la disposition de toutes les parties prenantes. Cela fait de l'identification du système national de surveillance par satellite le plus pertinent pour suivre la perte de couverture forestière et les progrès du reboisement, l'un de nos besoins les plus urgents.

Au cours des derniers mois, le groupe de travail sur la cartographie a passé en revue les systèmes de surveillance par satellite existants fournissant des cartes de la couverture des sols afin de formuler des recommandations pour un système national de surveillance par satellite.

Dans les semaines à venir, le groupe de travail va travailler avec des parties prenantes clés telles que la REDD+ afin d'élaborer une recommandation exhaustive et commune pour ce système national de surveillance par satellite. Notre prochaine étape consistera à élaborer des termes de référence, sur la base de l'analyse des lacunes du système sélectionné. Ces termes de référence seront utilisés pour rechercher un financement et finaliser le système sélectionné. »



Touton soutient le territoire de Bia-Juabeso par la mise en œuvre du programme “Partnership for Productivity, Production & Resilience in Cocoa Landscapes (3PRCL)”. Le programme est mis en œuvre par un certain nombre d’organisations, dont le COCOBOD et la Commission des Forêts qui en sont les coorganisateur, et qui veillent à ce que le programme soit pleinement en phase avec le programme REDD+ Forêt et Cacao du Ghana. Nous avons besoin de cartes pour avoir une compréhension plus précise de la dynamique du territoire et pour construire une chaîne d’approvisionnement traçable et sans déforestation. Nous avons travaillé en étroite collaboration avec un prestataire de services pour élaborer ces cartes, qui nous aident dans notre travail. Toutefois, pour assurer la cohérence, la comparabilité et l’alignement avec le cadre national de reporting, il est nécessaire que des cartographes renommés, des institutions d’assurance qualité et des fournisseurs de plateformes en ligne s’associent à une institution nationale mandatée pour fournir des données et des services de haute qualité aux acteurs du secteur du cacao.

Ernest Dwamena

Responsable Pays, Approvisionnement Durable, Touton



Production



Dr Emmanuel Agyemang Dwomoh

Directeur Général Adjoint, COCOBOD

« En ce qui concerne le deuxième thème de l’ICF - la production durable et les moyens de subsistance des agriculteurs - la stratégie pour le développement du secteur du cacao, la CSDS2, définit diverses interventions et politiques visant à garantir une augmentation de la productivité et une traçabilité à 100 % tout au long de la chaîne d’approvisionnement.

Un moyen sûr de garantir la durabilité et de lutter contre le changement climatique est de renforcer le lien entre les ventes de cacao et la traçabilité complète, jusqu’à l’exploitation agricole. Le COCOBOD a actuellement un système de traçabilité des fèves de cacao jusqu’au niveau des communautés. Toutefois, grâce à la collecte de données que nous sommes en train d’effectuer, nous allons pouvoir avoir une traçabilité complète, une fois que les informations sur les producteurs, y compris la géolocalisation des plantations, auront été collectées dans leur intégralité.

Dans le cadre d’une production de cacao respectueuse du climat, le COCOBOD établit également des partenariats et intensifie ses activités pour lutter contre le changement climatique. Nous avons mis en place un comité comprenant des représentants de divers acteurs du secteur du cacao pour élaborer un document sur les normes de production de cacao climato-intelligentes. Sur la base de ce document, le COCOBOD vise à augmenter les revenus tirés de la production de cacao, à renforcer la résilience et l’adaptation au changement climatique et à réduire les émissions de gaz à effet de serre grâce à l’agroforesterie.

Grâce à l’ICF, l’industrie et le gouvernement collaborent désormais, de sorte que le COCOBOD et la Commission des Forêts mènent des programmes aux côtés de l’industrie. Au bout du compte, un nombre croissant d’agriculteurs et de régions pourront atteindre les objectifs liés à l’agroforesterie et à l’amélioration des moyens de subsistance des agriculteurs, dans un délai plus réduit. »



La production durable de cacao s’accompagne d’un certain nombre de défis, à commencer par l’imprévisibilité de la météo ou du changement climatique. Là où, il y a 50 ans, le cacao était florissant, il devient de plus en plus difficile de le cultiver, surtout dans le nord ou dans la ceinture centrale du pays. La production s’est ainsi déplacée vers le sud et dans les forêts. Il y a aussi le défi de l’utilisation concurrente des terres, pour d’autres cultures, à des fins d’habitation, pour l’exploitation minière illégale ou encore d’autres activités. L’industrie du bois détruit également les arbres de la forêt, ainsi que les cacaoyers et les exploitations agricoles. Et bien sûr, les ressources humaines et financières sont limitées, car ces ressources ne sont pas extensibles à l’infini. Par exemple, le nombre d’agents pour former les agriculteurs à la production durable est limité, et le COCOBOD est désormais au défi d’accroître le nombre de ses agents.

Michael Owusu-Manu

Directeur Adjoint S&E, COCOBOD



VERS UN CACAO 100% TRAÇABLE

Traçabilité



Dr Betty Annan

Directrice Pays, Fondation Mondiale du Cacao (WCF)

« La traçabilité, en termes simples, est la capacité à suivre le cacao tout au long de la chaîne de valeur. Elle est essentielle pour garantir que le cacao que nous produisons et que nous achetons est cultivé dans des zones agricoles désignées et non dans des zones forestières protégées. Notre conviction est donc simple : pas de durabilité sans traçabilité.

Dans le cadre du Plan National de Mise en Œuvre de l'ICF au Ghana, nous nous sommes engagés à améliorer la cartographie de la chaîne d'approvisionnement, avec une traçabilité de 100 % de l'approvisionnement en cacao de la plantation au premier point d'achat, d'ici le 31 décembre 2019.

En juin 2018, le gouvernement et les entreprises du secteur privé ont élaboré un plan d'action commun qui a défini les principes, les étapes et les jalons clés pour réaliser cet engagement, comprenant tous les négociants nationaux et internationaux. Pour soutenir cette initiative, le gouvernement s'est engagé à adopter une réglementation qui exige une traçabilité vérifiable de la plantation au premier point d'achat d'ici la fin de 2019, et à garantir par la suite le respect de cette réglementation par les négociants nationaux et internationaux.

Au cours de l'année écoulée, les entreprises signataires ont mis en place des systèmes de suivi vérifiables pour la traçabilité de la plantation au premier point d'achat, ainsi que des politiques opérationnelles et des systèmes de contrôle qui surveillent efficacement les risques associés, y compris une vérification de haute qualité.

Néanmoins, la traçabilité à l'échelle nationale jusqu'au niveau de la plantation n'a pas encore été réalisée et reste un défi majeur que l'ICF doit relever en 2020. Afin de respecter nos engagements de l'ICF et d'éliminer la déforestation dans le secteur du cacao, nous devons travailler ensemble pour donner la priorité au développement d'un processus permettant d'avoir une traçabilité complète pour le secteur du cacao au Ghana. »



NOTRE ENGAGEMENT

Renforcer la cartographie de la chaîne d'approvisionnement pour garantir la traçabilité de 100 % de l'approvisionnement en cacao, de la plantation au premier point d'achat

OBJECTIF ATTEINT EN 2019

- La traçabilité actuelle s'arrête au niveau des communautés.
- Les entreprises signataires dressent la cartographie des cacaoyères dans leur chaîne d'approvisionnement directe.
- Au cours des deux dernières années, 557 900 exploitations agricoles ont été cartographiées par les entreprises signataires.

À L'ORDRE DU JOUR POUR 2020

- Le système actuel de traçabilité du cacao doit être étendu jusqu'au niveau de la plantation, sous réserve de l'approbation du COCOBOD.
- La réunion de la task-force de haut niveau sur la traçabilité aura lieu avec le COCOBOD au premier semestre 2020.



Une multitude d'entreprises peuvent suivre leur chaîne d'approvisionnement en cacao jusqu'au niveau des groupes coopératifs et des LBC. Toutefois, il n'y a pas de mise en commun de toutes les données clés, ni de suivi coordonné des progrès, malgré un accord général sur la nécessité d'un alignement. Au lieu de cela, il y a des doubles emplois inutiles. Nous appelons à une collaboration accrue entre les entreprises et le gouvernement pour une chaîne d'approvisionnement en cacao plus transparente.

Etelle Higonnet

Directrice de Campagne, Mighty Earth

La cartographie est un élément essentiel si vous voulez vraiment lutter contre la déforestation, car nous avons plusieurs acteurs au sein d'un même système et les producteurs s'engagent parfois avec plusieurs négociants. Si vous n'avez pas de données établies qui vous donnent des informations précises sur le rendement des producteurs, vous finissez par pousser le producteur à s'approvisionner dans les zones protégées.

Fred Kukubor

Responsable du Plan Cacao, Nestlé

Nous devons d'abord avoir une image transparente de notre chaîne d'approvisionnement en cacao afin d'identifier les risques de perte de forêts et de hiérarchiser nos actions en conséquence. C'est pourquoi nous avons mis en place le système d'information Olam and Farmers pour cartographier tous nos lieux d'achat. Lorsqu'il s'avère que des producteurs se trouvent à proximité de zones forestières, nous procédons alors à un niveau de cartographie plus précis - le polygone - et nous superposons ces données aux cartes des zones protégées dont nous disposons. Nous pouvons ainsi mettre en évidence les points chauds de la déforestation et, en étroite collaboration avec la Commission des Forêts, effectuer des visites de plantations afin de déterminer si elles ont pleinement respecté la limite forestière. Une fois que nous avons cette connaissance approfondie, nous pouvons mieux cibler nos interventions et anticiper la déforestation avant qu'elle ne se produise. Par exemple, nous pouvons canaliser les ressources vers un encadrement individuel en matière de lutte contre la déforestation et continuer à soutenir les progrès des producteurs chaque année.

Isaac Sackey

Responsable Développement Durable, Olam



DONNER AUX PRODUCTEURS DE CACAO LES MOYENS DE PROSPÉRER

Techniques agricoles
durables et agroforesterie



**Dr Emmanuel
Agyemang
Dwomoh**

*Directeur Général
Adjoint, COCOBOD*

« Pour relever les défis de la production durable, le COCOBOD s'est lancé dans une intensification de la production de cacao, qui consiste à utiliser moins de terres pour cultiver davantage de cacao - en augmentant le rendement à l'hectare - plutôt qu'à étendre les zones de culture.

L'adoption de la production de cacao climato-intelligente, qui vise à s'adapter aux effets du changement climatique et à les atténuer, a suscité un intérêt croissant pour l'agroforesterie qui consiste en la combinaison de cacao et d'arbres d'ombrage pour un bénéfice économique associé à des propriétés de résilience au climat. Cela s'est traduit par une augmentation notable de la plantation d'arbres au Ghana en 2019.

En ce qui concerne la réhabilitation et la replantation, on estime que 22 % du stock d'arbres actuel du pays a plus de 30 ans. Environ 17 % des plantations sont également infectées par la maladie du swollen shoot, ce qui nécessite une réhabilitation pour améliorer la production et la durabilité des plantations. Le programme de réhabilitation en cours vise à résoudre ces problèmes en éliminant les vieux arbres malades moribonds et en replantant de nouvelles variétés hybrides tolérantes aux maladies et à la sécheresse.

La pollinisation artificielle est une autre initiative qui vise à assurer une production durable de cacao et à améliorer le niveau de vie des agriculteurs. Il existe des preuves solides que



NOTRE ENGAGEMENT

Investir dans la productivité à long terme du cacao de haute qualité d'une manière écologiquement durable et cultiver "plus de cacao sur moins de terres"

OBJECTIF ATTEINT EN 2019

- Nouvelle norme de cacao climato-intelligent développée et actuellement en cours de révision par le COCOBOD.
- Un manuel sur le cacao climato-intelligent est en cours de finalisation.
- Au cours des deux dernières années, les entreprises signataires ont collectivement distribué 2 144 440 arbres à usages multiples aux producteurs pour l'agroforesterie, et ont formé 224 500 producteurs au cacao climato-intelligent.
- En outre, les entreprises signataires ont fourni les aides suivantes aux producteurs :
 - 497 900 producteurs formés aux bonnes pratiques agricoles
 - 18 750 000 plants de cacao améliorés distribués aux producteurs
 - 118 000 producteurs soutenus pour la diversification des cultures
 - 41 890 producteurs soutenus au travers de produits financiers adaptés
 - 37 970 producteurs participant à une association villageoise d'épargne et de prêt

À L'ORDRE DU JOUR POUR 2020

- Approbation et mise en œuvre de la norme de cacao climato-intelligent.
- Finalisation et diffusion du manuel sur le cacao climato-intelligent.



cette initiative a le potentiel d'améliorer la productivité de manière durable. Elle peut être réalisée sur toutes les catégories de cacaoyer et toute l'année, sous réserve de l'existence de fleurs sur les arbres. Le COCOBOD forme et déploie actuellement des jeunes comme pollinisateurs pour aider les agriculteurs à acquérir les compétences requises. Le nombre de ces pollinisateurs d'arbres devrait avoir atteint 30 000 d'ici à fin 2019.

Les programmes d'amélioration de la productivité tels que les services de formation organisés par le COCOBOD dans le cadre de sa nouvelle orientation stratégique ont permis de constater que le nombre d'agents de formation est terriblement insuffisant par rapport au nombre de producteurs de cacao. Le Ghana a actuellement un ratio d'un agent de formation pour 2 500 agriculteurs, alors que la FAO recommande un ratio d'un agent pour 500 agriculteurs. L'objectif de la stratégie est donc d'améliorer ce ratio. Et comme vous le savez, nous avons déjà procédé au recrutement d'environ 1 300 étudiants agronomes prêts à se former aux activités de services. Des efforts sont également en cours pour renforcer les accords de partenariat avec l'industrie pour la fourniture de services de formation. »



L'arrêt de la déforestation et la restauration des forêts peuvent être des solutions puissantes pour lutter contre le changement climatique et la perte de biodiversité. Pour que l'agroforesterie profite à la fois aux forêts et aux producteurs, il est essentiel de s'engager très tôt auprès d'eux. C'est pourquoi nous travaillons avec les communautés pour comprendre les facteurs de la déforestation et concevoir des programmes d'agroforesterie communautaires pour les atténuer.

Sebastian van der Hoek

Conseiller forestier, Cargill Cocoa & Chocolate

Le programme territorial agroforestier cacao de Kakum au Ghana est un nouveau partenariat passionnant lancé le 24 janvier 2019 par Hershey, avec le Centre de Recherche sur la Conservation de la Nature (NCRG), la Commission des Forêts du Ghana, le Ghana Cocoa Board et notre fournisseur, Ecom Agrotrade Ltd. Le but du programme est de transformer les terres productrices de cacao en un système agroforestier de cacao plus durable.

Beatrice Moulianitaki

Responsable de l'Approvisionnement Durable, The Hershey Company





En tant que président du programme Cocoallfe dans ma plantation, l'un de mes devoirs est d'enseigner aux gens l'importance des arbres et la façon de les protéger. Les arbres aident le cacao à bien pousser en protégeant le sol des rayons du soleil. Le PNUD nous a donné des arbres à planter dans nos fermes. Certains sont arrivés à maturité, d'autres sont en train de pousser, et nous sommes sur le point de commencer à en soigner de nouveaux. Toutes les plantations de cacao vont en recevoir pour que notre cacao puisse bien pousser. Si nous plantons plus d'arbres dans nos cacaoyères, la génération à venir en profitera.

Felicia Doe

Président du Programme Cocoa Life, Bonkuku, région de l'Est

Le fait que chaque plantation devrait désormais compter un nombre donné d'arbres fait maintenant partie de la politique du COCOBOD. S'il y a des arbres existants, vous ajoutez au nombre d'arbres. S'il n'y a pas encore d'arbres, vous plantez 16 arbres par hectare. Le COCOBOD met ces arbres à la disposition des agriculteurs gratuitement. Nous avons d'autres programmes qui soutiennent cela, comme le Programme d'Investissement Forestier et le Programme de Durabilité Environnementale, gérés par le COCOBOD et la Commission des Forêts, afin que les agriculteurs puissent accroître le nombre d'arbres dans leurs plantations.

Michael Owusu-Manu

Directeur Adjoint S&E, COCOBOD



Inclusion



Daniel Nsowah

*Chef du Groupe de Travail
ICF sur les Sauvegardes,
Ministère des Terres et des
Ressources Naturelles*

« Le troisième pilier du Cadre d'Action Commune de l'ICF - engagement communautaire et inclusion sociale - a été établi pour garantir le respect des droits des producteurs de cacao en atténuant l'impact social des changements d'utilisation des terres et des plans de gestion des forêts. De nombreuses communautés de cultivateurs de cacao vivent dans des zones forestières ou empiètent sur celles-ci. Pour mettre fin à la déforestation, ces communautés doivent parfois trouver d'autres moyens de subsistance ou être réinstallées et recevoir une indemnisation.

Pour que cela se fasse de manière respectueuse et inclusive, il faut un partage d'informations complet et efficace, une consultation et une participation éclairée des cultivateurs de cacao et des communautés concernées par l'ICF. Et c'est là qu'intervient le groupe de travail de l'ICF sur les sauvegardes. Composé de signataires de l'ICF, d'organisations de la société civile et de partenaires techniques, il établit des lignes directrices pour les sauvegardes sociales et pour la sensibilisation et l'engagement des communautés sur l'importance de la protection et de la restauration des forêts.

Dans le cadre de cette approche, le Ministère des Terres et des Ressources Naturelles a commencé à élaborer des politiques visant à aider les personnes cultivant le cacao dans les zones protégées à trouver des sources de revenus alternatives en dehors des forêts. Ces politiques sont soutenues sur le terrain par des entreprises privées par le biais de leurs plans d'action ICF, et complétées par le travail de l'IDH et d'autres signataires de l'ICF et d'organisations de la société civile qui mènent des campagnes de sensibilisation et d'engagement des communautés, et forment les gens aux changements du code forestier. »



PROTÉGER LE NIVEAU DE VIE DES COMMUNAUTÉS DÉPENDANTES DE LA FORÊT

Mesures de sauvegardes sociales



Daniel Kofi Abu

*Coordinateur National
de Projet, Projet de l'UE
Acteurs Non Etatiques,
Tropenbos Ghana*

« C'est très motivant de voir que, même avant le lancement de l'ICF, la Commission des Forêts avait développé des mesures de sauvegardes sociales et environnementales. Son plan de réinstallation, lancé en 2017 en partenariat avec la Banque Mondiale, prévoit des mesures de protection très complètes. En revanche, le défi a toujours été la volonté politique de mettre les choses en œuvre. L'application des mesures de sauvegarde est donc l'une des principales tâches qui attendent l'ICF.

Le cacao, c'est l'affaire de la population, et les forêts sont aussi l'affaire de la population. C'est une question d'inclusion : un développement inclusif, une prise de décision inclusive, des responsabilités et un suivi inclusifs. La grande question est donc : comment faire participer les communautés ?

Une approche décentralisée et localisée des normes de sauvegardes sociales est la voie à suivre. Nous avons besoin d'une plateforme qui permette la participation des communautés et la prise de décision sur les questions relatives au cacao. Nous devrions encourager la participation au niveau communautaire, pour permettre aux gens de s'exprimer, en particulier lorsqu'il s'agit de leurs moyens de subsistance. La protection des revenus des communautés dépendantes des forêts et la participation et l'engagement des communautés sont des thèmes clés inscrits dans l'ICF. Les sauvegardes sociales, qui encouragent cela, sont la voie à suivre. Nous devrions adopter une approche de gestion des territoires inclusive. »



NOTRE ENGAGEMENT

Respecter les droits des producteurs de cacao

OBJECTIF ATTEINT EN 2019

- Élaboration d'un projet de lignes directrices opérationnelles pour les mesures de sauvegardes environnementales et sociales

À L'ORDRE DU JOUR POUR 2020

- Les lignes directrices relatives aux sauvegardes doivent être réexaminées et finalisées en tenant compte des mesures de sauvegardes de la REDD+



OBTENIR LE SOUTIEN DES COMMUNAUTÉS

Activités de sensibilisation



Samuel Oracca-Tetteh

Directeur Exécutif, Network for Health and Relief Foundation (NHRF), Groupe de Travail de l'ICF sur les Garanties Sociales

« Veiller à ce que les engagements de l'ICF et leur signification pratique soient compris par tous les acteurs de la chaîne de valeur du cacao est un élément clé de sa mise en œuvre. Le groupe de travail technique a donc entrepris d'élaborer des messages clés pour la sensibilisation à l'ICF et d'identifier des canaux de diffusion à l'intention des principales parties prenantes. Nous voulons en particulier nous assurer que les parties prenantes au niveau du territoire comprennent les engagements pris par le gouvernement et les entreprises, et ce que ces engagements signifient en pratique pour eux. Et par ce biais, promouvoir un véritable sentiment d'appropriation de l'initiative.

Nous avons d'abord dû établir quels messages sont les plus importants à partager au niveau du territoire. Il s'agissait notamment de l'importance des zones forestières protégées, de la contribution du cacao à la déforestation et des raisons pour lesquelles les agriculteurs ne doivent pas empiéter sur les forêts pour cultiver le cacao. Nous avons également abordé l'importance de la traçabilité et les avantages de l'agroforesterie et des pratiques agricoles durables. Et bien sûr, les droits des producteurs constituent une autre priorité majeure sur laquelle nous devons communiquer, et en particulier les dispositions relatives à la propriété de l'arbre et aux mesures de sauvegardes pour ceux qui ont déjà empiété sur des zones protégées.

Ensuite, nous avons identifié deux territoires pour piloter les campagnes de sensibilisation de l'ICF : Sefwi-Wiawso et Sefwi-Essam. Nous avons ensuite fixé une date pour un atelier avec des représentants du gouvernement, des entreprises du secteur du cacao, des ONG, des OSC, des autorités traditionnelles, des groupes d'agriculteurs, des CREMA et même des médias locaux.



NOTRE ENGAGEMENT

Partage complet et efficace de l'information, consultation et participation éclairée des producteurs de cacao et de leurs communautés

OBJECTIF ATTEINT EN 2019

- Définition des messages clés et des outils de communication
- Deux campagnes de sensibilisation génériques menées à Sefwi-Essam et Sefwi-Wiawso
- Au cours des deux dernières années, 1 300 consultations communautaires ont été organisées par les entreprises signataires

À L'ORDRE DU JOUR POUR 2020

- Partage des messages clés et des outils de communication avec les entreprises signataires pour continuer les actions de sensibilisation au niveau des territoires
- Mise en œuvre de campagnes de sensibilisation génériques dans les autres zones prioritaires de l'ICF
- Événements de sensibilisation en cours dans les entreprises, dans le cadre de campagnes de sensibilisation visant à informer les producteurs sur l'application de la législation forestière et les dispositions relatives à la propriété des arbres

Récemment, nous étions à Sefwi-Wiawso pour le programme de sensibilisation, et nous avons été touchés par la façon dont nous avons pu rassembler tout le monde et dont chacun a pu s'exprimer. Nous l'avons fait dans la langue locale, pour que les gens comprennent exactement les messages - j'ai moi-même fait la traduction à partir de l'anglais. Le rôle des autorités traditionnelles était également essentiel. Le Ministre était là aussi, montrant à tout le monde comment le gouvernement nous soutenait dans notre action.

Nous devons désormais avancer comme cela, avec tout le monde, pour que les réglementations soient mises en application. La collaboration est essentielle - sur le terrain, pour obtenir l'engagement de la base, mais aussi à un niveau élevé. Nous devons amener les entreprises, les ONG et les OSC à s'aligner et à travailler ensemble pour diffuser nos messages à un plus grand nombre de communautés, et pour aborder conjointement la question du financement de ces activités dont le succès de l'ICF dépend si fortement. »



Les participants à cet atelier, dont je fais partie en tant que chef d'exploitation, doivent faire passer le message que les forêts sont un facteur clé dans nos vies. Pour améliorer notre agriculture, nous devons adopter les meilleures pratiques et planter plus d'arbres.

Mr Bogya

Agriculteur en Chef à Sefwi-Wiawso

Nous sommes très heureux des résultats des ateliers d'aujourd'hui. Nous avons appris que la destruction des forêts naturelles est la raison pour laquelle nous n'avons plus de pluie au bon moment. Cela nous a beaucoup appris sur ce que nous pouvons faire pour protéger les forêts et nos plantations en plantant des arbres.

Alex Boadu

Cultivateur de Cacao et Formateur

L'objectif n'est pas inatteignable. Mais il exige un travail acharné. Je suis tout à fait d'accord. J'y crois. L'engagement du gouvernement est très bon. Mais il faut l'engagement de toutes les parties prenantes.

Hon. Kingsley Aboagye Gyedu

Ministre Régional, Nord-Ouest



Notre vision pour demain



ALLER DE L'AVANT, DE MANIÈRE DYNAMIQUE



Joost Oosthuizen
PDG, IDH The Sustainable Trade Initiative

« Avant la création de l'ICF, une plateforme multipartite où le gouvernement, l'industrie et les producteurs du secteur du cacao travaillaient ensemble était inexistante - certains pourraient même dire qu'elle était impensable. Deux ans plus tard, les engagements pris par les gouvernements et les entreprises pour mettre fin à la déforestation dans la chaîne d'approvisionnement du cacao, et la volonté de travailler ensemble pour y parvenir, sont aussi forts, sinon plus, que lorsque nous nous sommes lancés.

Il est important de noter que ces engagements ont également sensibilisé de manière spectaculaire à la question de la déforestation liée au cacao et ont mobilisé l'action depuis la base, jusqu'au gouvernement.

À cet égard, l'impact de l'appropriation du processus par le gouvernement, avec un engagement au plus haut niveau ministériel, ne peut être passé sous silence. Non seulement en termes d'adoption de législations visant à créer un environnement propice au changement, mais aussi en inspirant des actions réelles, depuis les plantations de cacao jusqu'aux conseils d'administration des entreprises - car nous agissons tous avec plus de conviction lorsque notre désir de changement est soutenu par une volonté politique.

Bien que nous ayons établi une structure de gouvernance solide pour l'ICF, avec le recul, IDH s'est rendu compte qu'il manquait une voix critique car les organisations de la société civile (OSC) n'étaient pas

cosignataires des engagements. Nous veillons désormais à ce que ces organisations jouent un rôle essentiel, tant dans la conception des plans de l'ICF que dans la mise en œuvre sur le terrain. Leur contribution au succès de l'initiative est essentielle, non seulement pour assurer la représentation des communautés, mais aussi pour tenir les signataires responsables de leurs engagements.

Cette responsabilité est en effet difficile à faire respecter, mais avec la mise en œuvre de mesures de suivi et d'évaluation plus strictes en tête de notre liste de tâches relatives à la gouvernance, nous nous efforçons de parvenir à une transparence totale des résultats de l'ICF. Là encore, les OSC et les tiers neutres joueront un rôle important dans la validation des rapports l'ICF et la crédibilité des actions des signataires.

Ces actions doivent être menées non seulement dans les pays producteurs de cacao, mais aussi dans les salles de conseil d'administration des pays consommateurs. En tant que premier importateur de cacao brut, l'UE peut avoir un impact tout aussi important sur l'industrie du cacao - en termes de mesures de diligence raisonnable ou de mesures incitations pour les producteurs. Nous nous efforcerons de créer des synergies avec les plateformes de chocolat durable en Europe et au-delà.

Bien sûr, des tensions apparaissent entre les parties prenantes, mais pour aller de l'avant, j'appelle tous les signataires et partenaires de l'ICF à se concentrer sur la dynamique, plutôt que sur les points d'achoppement. Sur l'action commune, plutôt que de se blâmer mutuellement pour inaction. Et enfin, sur la réalisation de progrès réels, en passant de la théorie à la pratique. »



La transparence et l'inclusion sont des éléments clés pour l'avenir de l'ICF. Il est très surprenant d'entendre en Côte d'Ivoire et au Ghana quand on parle aux producteurs et aux personnes travaillant sur le terrain, qu'ils n'ont jamais entendu parler de cette initiative qui est si importante pour ces pays. Notre suggestion à l'ICF serait d'inclure toutes les parties prenantes clés - les ONG locales, les producteurs ainsi que le COCOBOD et le CCC - afin d'être plus inclusifs et transparents sur ce qui est fait, afin que les informations puissent être partagées et que des actions collectives puissent être mises en œuvre.

Amourlaye Toure

Représentant de Mighty Earth, Ghana et Côte d'Ivoire

Nous sommes convaincus que l'ICF a un potentiel important, mais qu'il peut et doit faire mieux. En outre, l'ICF ne peut réussir que s'il bénéficie d'un soutien solide et d'un partenariat avec les pays consommateurs. Les processus de réforme prennent du temps, c'est la législation qui fait avancer les choses et l'instauration d'un audit régulier par un tiers indépendant contribuera à faire avancer le processus. Nous voyons beaucoup d'énergie et de promesses dans l'ICF pour qu'il ne soit pas simplement un autre programme durable sur le cacao, et qu'il ait un véritable impact sur la politique, la gouvernance et un programme de transformation pour un secteur du cacao 2.0 vraiment durable.

Henk Hoefsloot

Coordinateur de Programme, Tropenbos International



À l'avenir, l'ICF peut mieux s'investir dans la finalisation des outils préparatoires - à savoir les outils cartographiques, les normes/standards - et en accroissant sa présence sur le terrain. Le facteur limitant principal étant le temps, il sera important de procéder de façon appropriée et judicieuse afin d'éviter les erreurs de parcours. C'est ainsi que nous avons pris nos précautions à l'heure de commencer à agir, et les ajustements pourront être envisagés pour l'avenir. Le plus important est de maintenir la dynamique et la synergie des actions entreprises. Cette dynamique est enclenchée sachant que toutes les parties prenantes sont alignées sur le modèle de l'agroforesterie pour stopper la déforestation, et lutter contre la dégradation des forêts. Le moment est venu d'agir sur le terrain. Investir progressivement pour atteindre les objectifs et montrer aux communautés que non seulement elles peuvent cultiver le cacao en symbiose avec des arbres, mais qu'elles ont aussi besoin des arbres pour améliorer leur production agricole, augmenter leurs patrimoine et revenus, créer plus de moyens de subsistance alternatifs, être plus résistants - et assurer un meilleur avenir aux générations futures.

David Solano

Expert, Mobilisation des ressources, FAO





Initiative Cacao et Forêts



World Cocoa
Foundation

idh the sustainable
trade initiative



Ministry of Foreign Affairs



Rapport préparé par l'IDH, the Sustainable Trade Initiative,
avec la contribution des parties prenantes de l'ICF.

Mai 2020